

# **Pour nos salaires, pour nos retraites, Pour le droit de grève Tous et toutes en grève le 18 octobre**

Toulouse, le 14 octobre 2022

Les salariés des raffineries, de l'énergie, du commerce, de l'aéronautique, de Pôle Emploi, des lycées professionnels sont dans l'action, par la grève, pour obtenir des augmentations de salaires afin de faire face à l'explosion du coût de la vie (Inflation +7%).

Ces mouvements forts et qui se multiplient, portent aussi l'exigence d'une meilleure répartition et utilisation des richesses créées par le travail.

A TOTAL Énergie : le patron s'est augmenté de 50% l'an dernier passant ainsi à 500 000 euros par mois ! Les actionnaires ont perçu 2,6 milliards de dividendes en septembre alors que les revendications posées par les organisations syndicales représentent 150 millions d'euros .

Face à cette grève et ses revendications, le gouvernement vient de déclarer hier soir une possible « réquisition ». Le ministre des Transports Cédric Beaune ayant dit : « Nous ne laisserons pas le blocage perdurer. » Qui « bloque le pays » ? Qui bloque, restreint, empêche de vivre dignement les salariés, la population ? Qui propose de travailler jusqu'à 65 ans ? Qui ne répond pas aux revendications des grévistes de la petite enfance, de Groupama, de Just Eat, de la grande distribution, Pôle emploi, Banques Populaires, la Sécurité sociale, la MSA, Boulanger, VYV, Conforama, Crédit mutuel, les Chambres des métiers... de tous les secteurs du privé comme du public qui se mobilisent ? Aujourd'hui c'est le PDG de Total et les actionnaires qui refusent de permettre à leurs salariés de vivre décemment alors que ce sont ces salariés qui créent les richesses.

Le coup de force du gouvernement de réquisitionner des grévistes est contraire au droit de grève et prend fait et cause pour les dirigeants de Total et les actionnaires, choisissant comme d'habitude les riches au détriment des ouvriers. Rien détonnant pour le président des riches...

Quand le droit de grève est touché, la démocratie est en danger.

Quand le droit de grève est menacé la société devient totalitaire.

Quand le droit de grève est attaqué la réponse du monde ouvrier doit être inflexible.

Les sections CGT et FO DGFIP de Haute-Garonne soutiennent totalement les grévistes des raffineries et leurs revendications. La solidarité des salariés doit se construire autour des revendications.

Nous condamnons toute action du gouvernement qui viserait à remettre en cause le droit de grève

**Pour notre démocratie**

**Pour nos salaires**

**Pour nos retraites**

**Tous et toutes en grève le 18 octobre et en manifestation à :**

**TOULOUSE à 14h00, Métro François Verdier  
SAINT-GAUDENS à 17h00, Place Jean Jaurès**